

LE DEVOIR

Vol. C N° 177

LES SAMEDI 8 ET DIMANCHE 9 AOÛT 2009

2.44\$ + TAXES = 2.75\$



Des policiers entourent des jeunes de Montréal-Nord. D'un côté comme de l'autre, leurs relations sont souvent empreintes de méfiance.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

FREDY VILLANUEVA: UN AN PLUS TARD

Délit de faciès

Pas facile d'être à la fois jeune et membre d'une minorité à Montréal

Il y aura un an demain, le jeune Fredy Villanueva était abattu par la police à Montréal-Nord, prélude à une émeute qui a relancé le débat sur le profilage racial dans sa plus funeste expression. À tort ou à raison? *Le Devoir* se penche aujourd'hui sur un lourd contentieux entre les policiers et les minorités ethnoculturelles.

BRIAN MYLES

Pas le droit de marcher sur le gazon, et surtout pas de cracher. Il ne faut pas non plus marcher trop vite devant les policiers (c'est suspect), ni trop lentement (c'est de la provocation). Ni s'asseoir sur une clôture, ni flâner sur le terrain d'un HLM (même si on y habite). Enfin, mieux vaut

ne pas sortir en groupe et toujours traîner ses cartes d'identité. Garder les mains molles en cas d'arrestation. Plier l'échine. Renoncer à ses droits. Se révolter?

Pas facile d'être à la fois jeune et membre d'une minorité à Montréal. Vingt ans plus tard, le constat de la commission Bellemare est encore d'actualité: une plus grande suspicion pèse encore et toujours sur les minorités visibles et

ethnoculturelles. Surtout dans le contexte pressant de lutte contre les gangs de rue, qui sont désormais responsables du quart de tous les meurtres sur l'île. «Les policiers vont cibler les jeunes pour n'importe quoi, c'est comme s'ils arrivaient avec une haine intérieure. C'est pour ça que les jeunes des quartiers ne leur font pas confiance», affirme Roodsy Vincent, un patrouilleur de rue de la Maison d'Haïti.

Les chiffres tendent à lui donner raison. À Montréal, un jeune noir court deux fois plus de risque d'affronter la justice qu'un Blanc. Une situation moins enviable que dans les mégapoles...

VOIR PAGE A 8: PROFILAGE

Avortement: les centres de femmes aussi écopent

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

Même s'ils ont obtenu gain de cause et ne doivent pas demander un permis et devenir des cliniques médicales spécialisées (CMS), les centres de santé des femmes qui pratiquent des avortements pourraient avoir à se conformer aux mêmes règles de pratique que les cabinets privés. Les médecins les jugent excessives et irréalistes, comme l'écrivait hier *Le Devoir* après que la clinique L'Alternative eut annoncé la fin des interruptions volontaires de grossesse (IVG) entre ses murs. Le Conseil du statut de la femme et l'opposition pressent Québec d'intervenir.

«On va devoir se soumettre aux normes [de la nouvelle loi 34]» Comme l'explique Nathalie Genois, coordonnatrice au Centre de santé des femmes de Montréal, les centres de santé ont obtenu une modification au projet de loi 34, car ils ne sont pas «privés». Les centres sans but lucratif ne sont pas la propriété des médecins, qui y travaillent comme contractuels.

Par contre, Mme Genois s'attend à devoir se plier aux mêmes exigences que celles imposées aux cliniques d'avortement dans la loi 34. «Les normes imposées aux cliniques médicales spécialisées [CMS] sont les mêmes [que les nôtres].» Pas plus que les cabinets, les centres de santé des femmes ne possèdent de bloc opératoire, exigé dans les normes actuelles en révision. «Nous n'avons pas eu de visite [du ministère] pour l'instant, mais on sait qu'on va devoir être agréés», dit Mme Genois. «On va devoir se soumettre aux normes, mais peut-être qu'on a un délai un peu plus long» que le 30 septembre, date butoir pour les cliniques Fémina, L'Envolée et Morgentaler.

L'opposition déplore

L'opposition déplore cette situation. Le député

VOIR PAGE A 8: AVORTEMENT

À lire aussi en page C 1

■ Vingt ans après la victoire de Chantal Daigle, le combat pour le droit à l'avortement se poursuit

- Échanger pour panser ses blessures, page A 4
- Une preuve à réfuter coûte que coûte, page A 5
- Une commémoration à la hauteur des espérances des jeunes de Montréal-Nord, page C 5



HELENE CLEMENT

PLAISIRS

Les voies pénétrables de la Route verte

■ À lire en page D 1

INDEX

Actualités.....	A 2	Idées.....	C 5
Annonces.....	B 7	Monde.....	A 7
Avis publics..	B 6	Mots croisés..	C 6
Bourse.....	B 2	Météo.....	B 4
Carrières.....	B 5	Perspectives..	C 1
Décès.....	B 7	Rencontres....	D 4
Économie.....	B 1	Sports.....	B 6
Éditorial.....	C 4	Sudoku.....	C 6

COUPE ROGERS

Le retour des deux grands

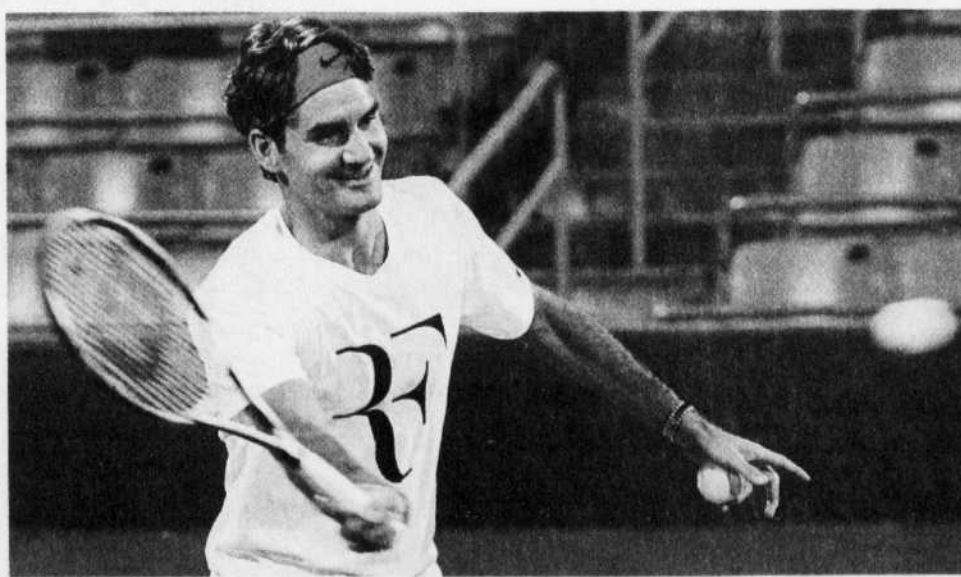
JEAN DION

Ce que le prestigieux tournoi de Wimbledon n'a pu s'offrir, Montréal l'aura: la possibilité d'un nouvel affrontement au sommet entre les deux rois incontestés du tennis mondial, Roger Federer et Rafael Nadal.

Apaisant bien des craintes, Federer, le numéro 1 au classement de l'Association of Tennis Professionals (ATP), a confirmé hier sa présence à la coupe Rogers, qui se déroulera cette semaine au stade Uniprix du parc Jarry. L'événement démarre aujourd'hui avec deux journées de qualifications, et les activités du tableau principal se mettront en branle dès lundi matin. La finale aura lieu dimanche.

La présence du champion suisse baignait jusque-là dans l'incertitude du fait que son épouse Mirka a donné naissance à des jumelles le 23 juillet dernier. Il avait déclaré vouloir s'accorder quelques semaines de

VOIR PAGE A 8: ROGERS



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Arrivé hier après-midi à Montréal, Roger Federer s'est livré à un entraînement léger hier soir sur le court central du stade Uniprix.



Réalisez vos rêves !

Vous aimeriez améliorer vos compétences linguistiques ? Le Centre d'éducation permanente de l'Université McGill offre une gamme de programmes et de cours d'anglais qui vous permettront d'atteindre vos objectifs personnels et professionnels.

Inscrivez-vous à une séance d'information sur les cours d'anglais : <http://francais.mcgill.ca/efip>

Les inscriptions en personne pour le trimestre d'automne commencent le 24 août.

Les demandes d'admission pour l'hiver 2010 peuvent être envoyées dès maintenant.

Pour obtenir plus de renseignements sur les cours et programmes :
514-398-1212 | infoesl.conted@mcgill.ca | www.mcgill.ca/langue



ACTUALITÉS

Vivement le 2-22, et vite!

L'Office de consultation publique de Montréal émet un avis « très favorable » et presse la Ville de le réaliser dans les meilleurs délais

MÉLISSA
GUILLEMETTE

Après un appui conditionnel au projet du quadrilatère Saint-Laurent révélé jeudi, l'Office de consultation publique de Montréal émet cette fois un avis « très favorable » au 2-22, rue Sainte-Catherine Est. Il conseille même à la Ville de le réaliser dans les meilleurs délais, bien que certains aspects aient besoin d'être retravaillés par le promoteur, apprend-on dans le rapport de l'organisme, qui sera rendu public la semaine prochaine.

Même la hauteur de 33,5 m de ce projet immobilier à vocation culturelle, qui excède de 8,5 m les normes de ce secteur du centre-ville, convient à la majorité des organismes et des citoyens qui ont participé à la consultation publique tenue ce printemps. Ils ont pour la plu-

part jugé que la dérogation que nécessitera la construction de l'édifice situé du côté sud-est de la rue Sainte-Catherine et du boulevard Saint-Laurent est justifiée « par sa programmation, par ses besoins en surface utile pour y loger tous ses occupants et ses activités » ainsi que par sa vocation de « phare » à l'entrée du Quartier des spectacles, peut-on lire.

L'architecture en complet contraste avec le voisinage est légitime, ajoute la commission, bien que plusieurs aient émis des critiques à ce sujet. L'imposant édifice à la façade de verre représente bien sa vocation et permettra de lui donner de la visibilité, souligne-t-on.

Quelques réserves

Le mur aveugle prévu du côté sud, qui dépasse de 15 mètres le Club Soda, fait toutefois moins l'unanimité. Les

citoyens et organismes qui se sont exprimés à la commission suggèrent notamment au promoteur, la société de développement Angus, de le transformer en mur végétalisé ou de lancer un concours pour trouver un artiste qui fera de cette façade sans fenêtres une œuvre d'art.

Le traitement de la rue Saint-Dominique « en ruelles », soit avec moins d'importance, ne convient également pas, selon la commission. La société de développement Angus doit prévoir que le terrain adjacent, un stationnement, pourrait éventuellement se développer autrement et que la façade doit être aménagée pour être plus attrayante de ce côté, lit-on dans le rapport. Le projet tel qu'il est aujourd'hui ne prévoit en effet rien de particulier de ce côté, bien qu'il sera pourtant la porte d'en-

trée des personnes qui viendront du Quartier latin, à l'est. La façade ouest doit quant à elle être « davantage en résonance avec l'histoire du carrefour », notamment en rapprochant le style de cette façade aux autres commerces de la Main.

Bien que le promoteur se soit engagé à ce que son projet immobilier crée des emplois pour les citoyens du quartier, la commission recommande aux futurs occupants de l'immeuble d'engager des gens du secteur.

Le 2-22 sera occupé par des organismes et des entreprises en majorité liés à la culture. Les visiteurs pourront entre autres y acheter des billets de spectacle, prendre un verre sur la terrasse ou visiter des expositions.

Le Devoir



SOURCE SDA

Même s'il reste encore quelques aspects à retravailler, l'Office conseille à la Ville de mettre le 2-22 rapidement en chantier.

STAR ALLIANCE

C'EST LE TEMPS DE PARTIR. CHOISISSEZ VOTRE DESTINATION.

Célébrez notre solde de places en parcourant le monde.

AÉROPLAN

Accumulez des milles Aéroplan^{MD} pour chaque vol, avec le meilleur programme pour grands voyageurs au Canada.

AUCUNS FRAIS DE RÉSERVATION

Effectuez votre réservation par téléphone ou en ligne. Nos agents seront heureux de vous aider, et ce, sans frais supplémentaires.

RÉSEAU

Notre réseau nord-américain et mondial vous donne accès à plus de vols quotidiens que n'importe quelle autre compagnie aérienne au Canada.

DIVERTISSEMENT

Émissions de télévision, musique et films gratuits sur demande à chaque siège.

CANADA : TARIFS TANGO ALLER SIMPLE AU DÉPART DE MONTRÉAL. LES VOYAGES DOIVENT PRENDRE FIN LE 16 DÉCEMBRE 2009. ENREGISTREMENT GRATUIT DE DEUX BAGAGES. AUCUN SUPPLÉMENT DE FRAIS DE CARBURANT.

HALIFAX	WINNIPEG	ST. JOHN'S (T.-N.-L.)	CALGARY	REGINA SASKATOON	EDMONTON	VANCOUVER	VICTORIA
119\$	159\$	179\$	189\$	189\$	195\$	215\$	219\$

ÉTATS-UNIS : TARIFS TANGO PLUS ALLER SIMPLE AU DÉPART DE MONTRÉAL. LES VOYAGES DOIVENT PRENDRE FIN LE 10 DÉCEMBRE 2009. ENREGISTREMENT GRATUIT DE DEUX BAGAGES. AUCUN SUPPLÉMENT DE FRAIS DE CARBURANT.

PHILADELPHIE	RALEIGH-DURHAM	LAS VEGAS	SAN FRANCISCO	LOS ANGELES	SAN DIEGO	DENVER	SEATTLE
144\$	167\$	219\$	229\$	259\$	259\$	294\$	294\$

DESTINATIONS SOLEIL : TARIFS ALLER SIMPLE AU DÉPART DE MONTRÉAL. LES VOYAGES DOIVENT ÊTRE EFFECTUÉS DURANT LES PÉRIODES INDIQUÉES CI-DESSOUS. LES TARIFS INDIQUÉS N'INCLUENT PAS LE SUPPLÉMENT DES FRAIS DE CARBURANT (LÀ OÙ IL S'APPLIQUE), QUI PEUT ALLER JUSQU'À 70 \$ PAR ALLER SIMPLE. AUCUN SUPPLÉMENT DE FRAIS DE CARBURANT POUR LES DESTINATIONS SOLEIL AUX ÉTATS-UNIS. ENREGISTREMENT GRATUIT DE DEUX BAGAGES.

MEXICO 8 AOÛT - 10 DÉC. 2009	NASSAU 1 ^{er} NOV. - 10 DÉC. 2009 5 - 31 JANV. 2010	BERMUDES 1 ^{er} SEPT. - 10 DÉC. 2009	FORT LAUDERDALE 8 AOÛT - 10 DÉC. 2009	ORLANDO 8 AOÛT - 10 DÉC. 2009	LA HAVANE 8 AOÛT - 10 DÉC. 2009	GRAND CAYMAN 2 SEPT. - 2 NOV. 2009 3 - 10 DÉC. 2009	BARBADE 3 SEPT. - 1 ^{er} NOV. 2009
159\$	175\$	182\$	189\$	189\$	263\$	339\$	344\$

DESTINATIONS INTERNATIONALES : LES TARIFS SONT BASÉS SUR UN ALLER SIMPLE ET SONT ASSUJETTIS À L'ACHAT D'UN BILLET ALLER-RETOUR AU DÉPART DE MONTRÉAL. DERNIÈRES DATES DE DÉPART TEL QU'INDIQUÉ CI-DESSOUS. LES TARIFS INDIQUÉS N'INCLUENT PAS LE SUPPLÉMENT DES FRAIS DE CARBURANT, QUI PEUT ALLER JUSQU'À 165 \$ PAR ALLER SIMPLE. ENREGISTREMENT GRATUIT DE DEUX BAGAGES.

LONDRES 25 SEPT. - 12 DÉC. 2009 7 JANV. - 21 FÉVR. 2010	PARIS 13 OCT. - 10 DÉC. 2009 7 JANV. - 21 FÉVR. 2010	FRANCFORT ¹ 13 OCT. - 10 DÉC. 2009 7 JANV. - 21 FÉVR. 2010	ZURICH ¹ 9 OCT. - 7 DÉC. 2009 7 JANV. - 21 FÉVR. 2010	SÃO PAULO 8 AOÛT - 10 DÉC. 2009	SÉOUL TOKYO 1 ^{er} SEPT. - 10 DÉC. 2009	BEIJING SHANGHAI 1 ^{er} SEPT. - 10 DÉC. 2009	SYDNEY, AUSTRALIE 22 SEPT. - 10 DÉC. 2009
224\$	284\$	319\$	324\$	355\$	364\$	380\$	779\$

Voilà un aperçu de nos destinations en solde. Pour effectuer une réservation sans frais, rendez-vous sur aircanada.com ou appelez-nous au 1 888 247-2262. Ou encore, appelez votre agent de voyages.

L'offre prend fin le 13 août 2009.

aeroplan

Le plaisir en primes
DEPUIS 25 ANS

aircanada.com

Service aux personnes malentendantes (ATS) : 1 800 361-8071. Les billets doivent être achetés au plus tard le 13 août 2009. Les taxes, les réservations et les autres frais et suppléments ne sont pas inclus. Les billets sont non remboursables. Les tarifs sont en vigueur au moment de la publication et applicables aux nouvelles réservations seulement. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Les tarifs peuvent différer selon les dates de départ et de retour. Un séjour minimal ou maximal peut être requis et d'autres conditions peuvent s'appliquer. À moins d'avis contraire, les vols peuvent être assurés par des appareils d'Air Canada ou de Jazz. Destinations canadiennes : les voyages doivent prendre fin au plus tard le 16 décembre 2009. Certains tarifs ne sont valables que pour les voyages effectués les lundis, mardis, mercredis et jeudis. L'achat cinq jours à l'avance est requis. Destinations américaines : les voyages doivent prendre fin au plus tard le 10 décembre 2009. Le tarif pour Las Vegas n'est valable que pour les voyages effectués les mardis, mercredis et samedis. Certains autres tarifs ne sont valables que pour les voyages effectués les mardis, mercredis et jeudis. L'achat quatre jours à l'avance est requis. À moins d'avis contraire, les vols peuvent être assurés par des appareils d'Air Canada, de Jazz, de United Airlines, membre du réseau Star AllianceSM, ou des transporteurs aériens United Express (SkyWest Airlines, Chautauque Airlines, Shuttle America, Trans States Airlines, Gojet Airlines ou Mesa Airlines). Destinations soleil : les voyages doivent être effectués durant les périodes indiquées ci-dessus. Les tarifs sont sous réserve de l'approbation du gouvernement. L'achat à l'avance peut être requis. Le supplément des frais de carburant varie selon le trajet effectué. Des restrictions quant aux jours et aux heures peuvent s'appliquer. Divertissement : les écrans vidéo individuels à commande tactile sont disponibles à bord de tous les appareils d'Air Canada, à l'exception de certains Boeing 757, et de certains appareils de Jazz. Politique de bagages : enregistrement gratuit de deux bagages à bord des vols exploités par Air Canada et Jazz, dans les limites de taille et de poids permises. Des frais allant jusqu'à 50 \$ s'appliquent aux bagages enregistrés pour les vols à code partagé exploités par United Airlines et par les transporteurs aériens United Express entre le Canada et les États-Unis. En collaboration avec Swiss International Air Lines, membre du réseau Star AllianceSM. En collaboration avec Lufthansa, membre du réseau Star AllianceSM. ¹Aéroplan est une marque déposée d'Aéroplan Canada Inc. ²Jazz est une marque déposée d'Air Canada. ³Star Alliance est une marque déposée d'Air Canada au Canada.

ACTUALITÉS



Mai 2009, des souverainistes prennent part à une marche pour l'indépendance, un terreau fertile pour les créateurs qui aiment parfois se servir de cet engagement politique pour tisser leurs histoires.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Quand l'indépendance devient matière à science-fiction

Les francos s'en servent comme décor, alors que les anglos n'hésitent pas à transformer les indépendantistes en xénophobes de service

FABIEN DEGLISE

Le projet d'indépendance que caresse le Québec depuis les années 1960 s'est finalement réalisé... dans l'univers de la science-fiction. Pire, les auteurs anglophones semblent en être étrangement les plus friands, en exploitant à des fins narratives le mouvement séparatiste comme source potentielle de conflits. Alors que les créateurs francophones, eux, s'en contentent généralement comme «simple élément de décor» dans leurs récits. Mais pas trop.

C'est en tout cas ce qui ressort d'une conférence publique sur les futurs possibles, ou non, de Montréal, du Québec et du Canada tenue jeudi dernier, en soirée, dans le cadre du 67^e Congrès mondial de science-fiction. L'événement poursuit son incursion dans les nombreuses facettes de ce genre littéraire, cinématographique, télévisuel, théorique, jusqu'à lundi prochain au Palais des congrès de Montréal.

Le constat est unanime: l'échec référendaire n'existe pas dans les mondes parallèles qui naissent dans l'esprit des

créateurs de science-fiction. Des créateurs qui, sans abuser de l'indépendance du Québec, aiment parfois s'en servir pour tisser leurs histoires.

«La plupart du temps, ce n'est pas le centre du récit, mais plutôt un détail géopolitique qui vient

« Dans la construction d'un récit de science-fiction, on a besoin d'un adversaire; et les indépendantistes ont tout, dans la littérature anglophone du moins, pour tenir ce rôle »

le teinter », résume le critique Claude Janelle en citant par exemple le *Chronoreg* (Alire) de Daniel Sernine. Sous la couverture, il y est question d'un agent québécois du contre-espionnage en quête d'une drogue pour remonter dans le temps. Le tout, dans un Québec indépendant en guerre contre Terre-Neuve et le Canada.

Vivre le pays par la fiction prospective, le phénomène aurait pu couler de source dans une société où l'indépendance rejoint près de 40 % de la population. Mais il est finalement très rare, constatent les analystes de

ce genre littéraire. « Peu de textes francophones abordent ce thème de front, analyse l'auteur Alain Ducharme. C'est peut-être parce qu'on est dans une époque cynique où personne n'ose présenter dans un récit l'indépendance du Québec comme quelque chose qui

pourrait engendrer un monde meilleur. » Il y a peut-être là aussi un tabou littéraire », ajoute Thibaud Sallé de la revue *Solaris*, revue spécialisée en science-fiction. « On ne veut pas construire le pays avant de l'avoir. »

Abordé avec timidité ou avec un engagement malhumble dans des uchronies « qui manquent leur coup » en se révélant des fictions « peu vraisemblables », poursuit-il, le Québec indépendant est paradoxalement plus présent dans la littérature futuriste anglophone. Le *Knowledge Park* de Stephen Franklin en fait partie.

« Ce n'est pas étonnant, dit M. Sallé, les auteurs s'en servent pour faire peur. Dans la construction d'un récit de

science-fiction, on a besoin d'un adversaire; et les indépendantistes ont tout, dans la littérature anglophone du moins, pour tenir ce rôle; le rôle, malheureusement, du xénophobe de service », ajoute M. Ducharme, qui avec ses aspirations indépendantistes plonge souvent l'humanité dans son côté le plus sombre.

C'est le cas d'ailleurs dans le *Remember, the Dead Say*, de Jean-Louis Trudel, où la souveraineté, obtenue grâce à des alliés douteux (une coalition franco-maghrébine) amène sur le territoire tensions identitaires, charia islamique et désolation. « Sans ces interventions, ces alliances impossibles, le thème n'est pas porteur et il n'intéresse alors ni les auteurs ni les lecteurs », dit M. Sallé. Des lecteurs qui d'ailleurs, selon lui, seraient moins préoccupés par cette idée dans leur vie qu'avant, ce que la littérature laisserait d'ailleurs transparente en abordant de moins en moins cette question. « Les écrivains sont en phase avec leur époque, dit-il. Et l'époque n'est pas à la construction de projets collectifs. »

Le Devoir

Protectionnisme américain

Les PM donnent le feu vert à Ottawa pour négocier la réciprocité

HÉLÈNE BUZZETTI

Regina — La rencontre annuelle de trois jours des premiers ministres provinciaux s'est conclue hier en Saskatchewan sur une promesse, quoique mitigée, d'ouvrir les marchés canadiens à la concurrence américaine si les États-Unis emboîtent le pas.

Les discussions ont surtout porté sur les échanges commerciaux avec le voisin du Sud et la crainte que la clause *Buy American* du plan de relance américain ne pénalise les entreprises canadiennes. Les premiers ministres ont donc donné le feu vert à Ottawa pour tenter de négocier une entente de réciprocité avec Washington. Une telle entente obligerait le gouvernement de Barack Obama à forcer les États à accepter la concurrence canadienne. Inversement, les provinces forceraient leurs villes à faire la même chose.

« Les municipalités sont des entités constitutionnelles placées sous la responsabilité des provinces », a rappelé le premier ministre manitobain, Gary Doer. « Nous nous engageons envers le gouvernement fédéral en lui indiquant qu'il peut aller de l'avant et négocier une entente de réciprocité avec les États-Unis pour les États et les villes. Nous aurons la responsabilité de mettre en œuvre cette entente. Principalement par la coopération, et j'ai d'ailleurs entamé des discussions avec les principales villes de ma province [...], mais si la coopération ne fonctionne pas, [nous la ferons respecter] par la voie législative. » Plusieurs villes canadiennes ont adopté des règlements limitant aux entreprises locales l'accès aux contrats publics.

« Nous sommes clairs, a renchéri Gordon Campbell, de Colombie-Britannique. Nous disons que si les entreprises canadiennes ont accès aux marchés américains, les entreprises américaines auront un accès équivalent aux marchés canadiens. » Jean Charest a dit que les villes du Québec « comprennent ». Plus tôt dans la journée, l'Ontarien Dalton McGuinty avait toutefois mis un bémol, indiquant qu'il voulait « non pas le libre-échange, mais un échange plus libre », laissant

entendre que les barrières existantes ne seraient pas nécessairement toutes abolies.

Pas d'engagement vert

Sur le plan environnemental, les premiers ministres provinciaux n'en sont pas arrivés à une entente, comme cela était prévisible, eux dont les réalités environnementales et économiques sont si différentes. Ils n'ont pas accouché d'une demande commune quant à la position qu'Ottawa devrait défendre à Copenhague, lorsque le nouveau protocole international sur les changements climatiques sera élaboré.

L'hôte de la conférence, le premier ministre Brad Wall, a bien illustré cette frilosité. « Il y a des groupes qui aimeraient faire s'affronter les régions entre elles. Franchement, je ne vois pas en quoi cela aiderait le Canada à faire un meilleur travail en matière d'environnement. » Brad Wall est l'un des plus réticents à la lutte contre les changements climatiques, lui dont la province regorge de charbon et de pétrole. Jean Charest a de son côté admis qu'il ne s'attend pas à ce qu'Ottawa aille aussi loin que le Québec à Copenhague.

La déclaration finale des premiers ministres met donc plutôt l'accent sur l'innovation comme moyen à la fois de relancer l'économie et de la rendre plus verte. Ils suggèrent, sans prendre d'engagements précis, le recours aux énergies renouvelables, l'implantation de trains à grande vitesse ou encore le développement des techniques de captage et de séquestration du carbone.

Mentionnons enfin que les premiers ministres se sont engagés à créer, au sein du Conseil de la fédération, un Conseil de gestion de l'eau. Ils mettront en place un « programme pancanadien d'étiquetage de l'efficacité des produits en matière de consommation d'eau » similaire au programme EnergyStar. Par cette initiative, on indiquera sur les lave-vaisselle, les machines à laver ou encore les cuvettes de toilette leur consommation respective d'eau de manière à aider le consommateur à faire des choix éclairés sur le plan environnemental.

Le Devoir

EN BREF

Équiterre dénonce les politiques environnementales du gouvernement

Ottawa — Quelque 200 personnes qui participent à la randonnée à vélo annuelle d'Équiterre se sont arrêtées hier midi au parlement d'Ottawa pour rappeler au gouvernement fédéral qu'il doit faire bien plus pour la protection de l'environnement. Les cyclistes ont actionné symboliquement leurs sonnettes devant le parlement pour rappeler les revendications d'Équiterre en vue de la prochaine conférence des Nations unies sur le climat. Les participants à la randonnée « Libre comme l'air » visitent normalement des sites d'intérêt écologique. Mais leur arrêt sur la colline avait pour but de souligner que la lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement ne sont pas des priorités pour Ottawa. — *La Presse canadienne*

Harper sera reçu à la Maison-Blanche

Ottawa — Le premier ministre Stephen Harper effectuera le mois prochain sa première visite à Washington depuis l'élection du président Barack Obama.

Le cabinet du premier ministre a annoncé vendredi que M. Harper rencontrera M. Obama à la Maison-Blanche le 16 septembre, à une semaine du sommet du G-20. Il sera donc de retour aux États-Unis dès la semaine suivante, pour participer au sommet qui se tiendra à Pittsburgh, en Pennsylvanie.

M. Harper partira par ailleurs dimanche pour Guadalajara, au Mexique, où il doit participer au Sommet des dirigeants nord-américains avec M. Obama et le président mexicain, Felipe Calderon, les 9 et 10 août. Le ministre de la Sécurité publique, Peter Van Loan, et le ministre d'État des Affaires étrangères pour les Amériques, Pe-

ter Kent, seront également du voyage. Avant de rentrer au pays, le premier ministre fera escale au Panama, le 11 août, afin d'y rencontrer le président nouvellement élu, Ricardo Martinelli, a précisé son cabinet par voie de communiqué, hier.

Barack Obama était venu au Canada en février dernier, peu après son élection à la présidence américaine. Il s'agissait de sa première visite officielle dans un pays étranger depuis son entrée en fonction.

Le porte-parole de M. Harper, Dimitri Soudas, a affirmé que les dirigeants canadiens et américains aborderaient notamment, au mois de septembre, le sommet du G-20, leur coopération en matière de reprise économique, le commerce et la sécurité, ainsi que les changements climatiques et l'énergie.

La Presse canadienne

Masterpiece Luxor Spa

Masterpiece Luxor Spa

Vous invite à vivre comme une divinité égyptienne dans notre monde d'aujourd'hui.

Êtes-vous à la recherche d'un mode de vie plus près de la nature? Souhaitez-vous découvrir votre plein potentiel de santé et de bien-être? Alors, vous êtes au bon endroit, au bon moment. Masterpiece Luxor Spa est le seul spa offrant des soins spécialisés pour les personnes de plus de 45 ans.

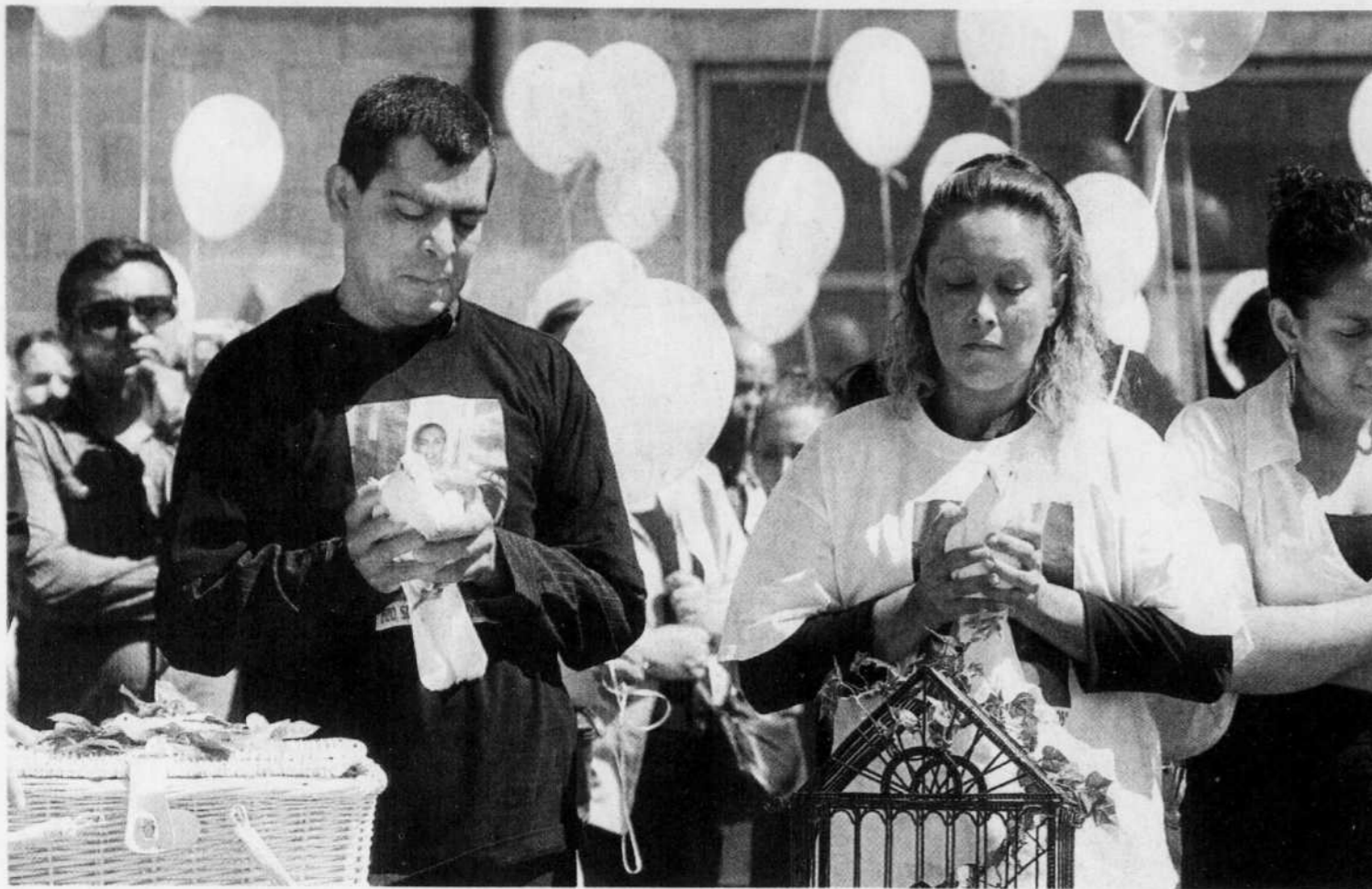
Venez nous voir chez Masterpiece L'Ouest de l'île, Résidence et Spa
1000 Avenue Holiday, Pointe-Claire, Qc

Ou appelez au 514-695-6695, poste 289 pour réserver votre traitement.

www.MasterpieceLuxorSpa.com

MASTERPIECE

UN AN APRÈS FREDY VILLANUEVA



18 août 2008: la famille Villanueva enterre Fredy, tombé sous les balles lors d'une intervention policière qui a mal tourné. PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Dialoguer pour panser ses blessures

Un an après la mort de Fredy Villanueva, sa famille organise un grand forum social

MARCO BÉLAIR-CIRINO

C'est toute la communauté de Montréal-Nord qui est appelée ce week-end à entretenir la mémoire de Fredy Villanueva et à se rappeler les circonstances de son décès. Des activités visant à souligner le premier anniversaire de sa mort sont prévues aujourd'hui et demain. Conférences, spectacles, manifestations populaires sont notamment au programme.

D'abord, les organisateurs du forum social Hoodstock 2009, qui battra son plein aujourd'hui et demain au parc Aimé-Léonard, entendent commémorer les événements tragiques du 9 août 2008, mais également célébrer la diversité culturelle et artistique à Montréal-Nord. «C'est

le premier forum social de Montréal-Nord», disent avec fierté les organisateurs. Inspiré du forum social mondial, qui s'est tenu à Porto Alegre au Brésil, Hoodstock présentera une série de conférences et d'ateliers sur des enjeux sociaux et politiques. Parmi ceux-ci, des ateliers abordant le gangstérisme, la jeunesse multiculturelle, l'éducation, la vie communautaire et les droits.

«C'est un moment bien choisi pour rassembler toute la communauté afin de mettre en avant des revendications en faveur d'une société plus juste et plus démocratique», a affirmé le porte-parole du Hoodstock, Will Prosper, de Montréal-Nord République.

Puis, à compter de 17h30 aujourd'hui, Dice-B, Will Prosper

et Nargess Mustapha animeront un grand spectacle mettant en vedette une vingtaine d'artistes engagés. Luck Mervil, Rainmen et Koriass fouleront notamment la scène.

Demain, la famille Villanueva et un essaim de groupes de défense des droits de la personne conviendront la communauté de l'arrondissement de Montréal-Nord à prendre part à une marche pour commémorer la mort de Fredy Villanueva. Le coup d'envoi sera donné à 17h à l'intersection du boulevard Gouin et de l'avenue Pigeon. «Ensemble, nous tenons à rappeler la mémoire de Fredy et à réclamer justice pour toutes les victimes d'abus et de répression policière», a indiqué la Coalition contre la répression et les abus policiers (CRAP).

Le conseil des leaders religieux de Montréal-Nord invitera aussi la communauté à se recueillir, à la mémoire de Fredy Villanueva. «Nous allons parler de la réconciliation, du pardon et de la paix», fait savoir le pasteur évangélique baptiste Joseph St-Elme Valcin, qui sera accompagné d'un prêtre catholique et d'un imam. «Nous voulons que les gens vivent en paix les uns avec les autres», ajoute-t-il. La prière de saint François d'Assise sera, pour l'occasion, récitée. Cette activité religieuse, organisée en marge de la programmation de Hoodstock, débutera à 15h.

«Indépendamment de ceux qui organisent les choses, c'est une commémoration qui est effectivement importante. Mais au-delà de se rappeler la mort du jeune Villanueva, elle vise à faire le point sur les avancées des différents groupes communautaires par rapport à l'État. La mobilisation leur a-t-elle permis d'ouvrir des horizons, d'articuler leurs revendications et de ressentir de la solidarité, dans un coin de société qui n'était pas nécessairement très organisé?», fait remarquer Micheline Labelle, titulaire de la chaire de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté (CRIEC) et de l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations. «Mais

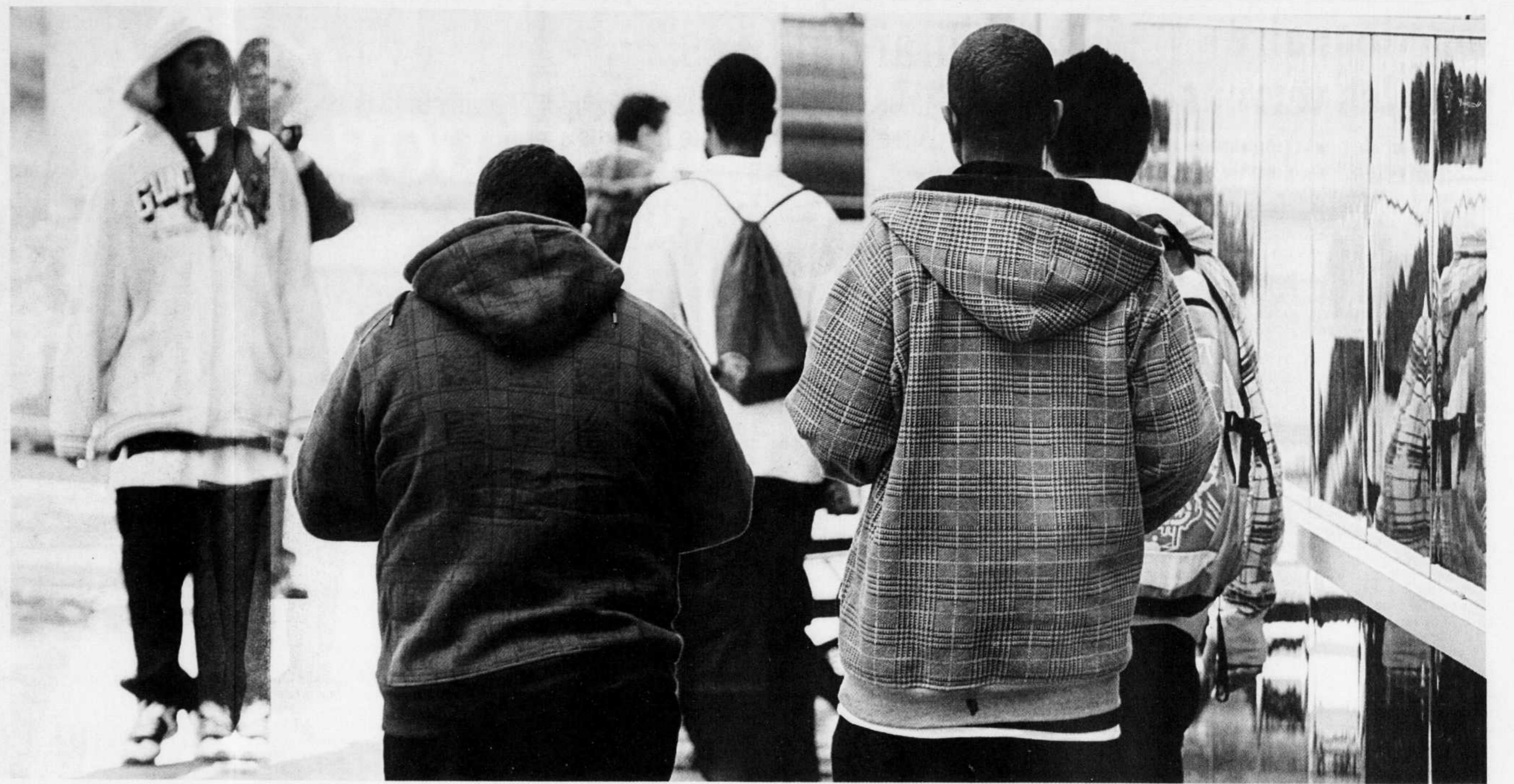
c'est tout de même un peu curieux qu'on commémore sous une bannière qui est essentiellement axée sur le spectacle», ajoute-t-elle.

La Ville de Montréal sur les dents

«Je suis convaincu que ça va se faire dans la paix», a affirmé le président du comité exécutif de la Ville de Montréal, Claude Dauphin, hier à TVA. Le maire de l'arrondissement de Montréal-Nord, Marcel Parent, sera «sur le terrain, toute la fin de semaine», a-t-il assuré hier au Devoir. Il semble pour sa part préoccupé par une tournure inattendue que les événements pourraient prendre ce week-end, attribuée à l'entrée en scène de «casseurs, perturbateurs [...] des gens de l'extérieur».

«Les gens de Montréal-Nord ne m'inquiètent pas. [Les organisateurs] ne veulent pas discréditer tout le travail qu'ils ont fait dans leur journée par des actes de violence ou de vandalisme. Mais s'il y a des gens de l'extérieur de Montréal-Nord qui veulent s'intégrer au mouvement... je suis prudent», a-t-il dit. Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a indiqué qu'il déploiera des agents à pied et à cheval, en plus des autopatrouilleurs.

Le Devoir



Dans le secteur de Montréal-Nord où s'est tenue l'émeute de l'an dernier, près de la moitié de la population du nord-est de l'arrondissement (46 %) est issue des minorités. JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Une preuve à réfuter coûte que coûte

La jurisprudence est bien mince en matière de profilage racial. Les cas portés devant la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec font face à la paralysie du système. Autopsie d'un malaise.

BRIAN MYLES

En 2003, une jeune fille d'origine tunisienne, F. O., a été arrêtée et menottée parce qu'elle refusait de quitter le terrain de son propre HLM. Une affaire entendue de profilage racial? Rien n'est moins sûr.

Même si la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec (CDPDJQ) a recommandé à la Ville de Montréal de dédommager la jeune fille de Saint-Michel et trois autres adolescents du quartier, ciblés injustement par les policiers pour s'être assis sur une clôture métallique, ces dossiers sont englués dans la «procédurite».

Pour la CDPDJQ, il ne fait pas l'ombre d'un doute que ces jeunes sont victimes de profilage racial. F. O. a reçu une contravention parce qu'elle refusait de quitter... le terrain de son propre HLM, tandis que F. F. et ses deux amis ont subi le

même sort parce qu'ils faisaient un usage inapproprié du mobilier urbain en étant assis sur une clôture... devant le domicile d'un des ados, encore une fois!

Les conclusions recherchées devant le Tribunal des droits de la personne sont limpides: obligation de colliger des données sur l'incidence du profilage,

«Il y a une approche vraiment concertée pour empêcher une confirmation juridique du profilage racial», affirme Fo Niemi

d'adopter une politique sur le sujet, de prendre des mesures pour dépister et prévenir le phénomène à l'interne, de former les policiers. Ironie du sort, ces affaires traînent depuis tellement longtemps que le SPVM a eu le temps d'appliquer toutes les suggestions de la Commission des droits de la personne, à son rythme, exception faite de la collecte de données.

L'approche systémique
Le président de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, Gaétan

Cousineau, ne cache pas son exaspération devant la lenteur des procédures, d'autant plus que l'organisme a été très actif, en 2004 et 2005, afin de baliser les notions de profilage racial, entre autres grâce au travail de l'avocate Michèle Turenne.

En contestant systématiquement en justice les cas de profilage portés devant la Commission, la Ville montre «une volonté de ne pas aller au fond des choses», déplore M. Cousineau.

«C'est beau, les droits fondamentaux. Encore faut-il avoir les moyens de les exercer. Peut-être qu'il y a des gens qui ont plus de droits parce qu'ils ont plus de moyens», ajoute-t-il.

Pour remédier à cette paralysie judiciaire, la Commission des droits de la personne envisage la tenue d'une vaste consultation sur le profilage et les grandes inégalités sociales sous-jacentes à la discrimination raciale. «On réfléchit à ça parce que nos actions n'ont pas été porteuses de tous les succès», explique M. Cousineau.

Dans le secteur de Montréal-Nord où s'est tenue l'émeute de l'an dernier, la densité urbaine est 19 fois plus grande qu'ailleurs dans la métropole. Près de la moitié de la population du nord-est de l'arrondissement (46 %) est issue des minorités visibles, et elle est localisée à 95 %. Le taux de chômage y est plus de deux fois supérieur à la moyenne (18 %). Enfin, deux personnes sur cinq y vit sous le seuil de la pauvreté.

D'autres poches de pauvreté et d'inégalités subsistent à Montréal; elles forment «un terrain fertile aux frustrations et au sentiment d'injustice», surtout quand la discrimination raciale vient envenimer des rapports déjà tendus entre la population et les institutions civiles et policières.

«Quelles sont les chances de réussite des jeunes dans ces secteurs? De trouver un emploi? De terminer leurs études? D'avoir confiance qu'ils

peuvent réussir leur vie et prendre leur place?», s'interroge Gaétan Cousineau.

Pour le moment, la forme et l'ampleur de cette consultation reste à déterminer; la Commission en est à consulter ses partenaires avant de prendre une décision. Les policiers ne sont pas les seuls acteurs de la société civile dans la mire de l'organisme. «Il n'y a pas que la police. Il y a des préjugés, des stéréotypes et des regards sur les minorités qu'il faut modifier [dans le reste de la société]», dit M. Cousineau.

Dans l'immédiat, Fo Niemi doit convaincre F. O., F. F. et les autres de continuer à se battre pour faire valoir leurs droits, même si leur cause ne sera pas jugée sur le fond avant 2010, voire 2011. F. O., âgée de 15 ans au moment de son arrestation, aura alors 22 ou 23 ans.

Le Devoir

L'anglais, un plus!

- + English Conversation
- + English for Health Care Professionals
- + Reading
- + Writing Workshop
- + Office Communication
- + Business English: Oral Communication
- + Business Writing

AUTOMNE 2009
TEST DE CLASSEMENT OBLIGATOIRE
Date limite d'inscription: le 18 août
Téléphonez ou consultez le site web pour savoir quels documents sont requis lors de l'inscription.
514 343.6090 + 1 800 363.8876
www.fep.umontreal.ca/anglais

Faculté de l'éducation permanente
La faculté d'évoluer

Université de Montréal

Solde jusqu'à 70%*

CHAUSSURES ET SANDALES POUR ORTHÈSES
Pointures femmes 5 à 11 • Largeurs de AA à EE • Pointures hommes 7 à 12

BOUTIQUE PRESTIGE
Chaussures européennes de qualité
434, avenue Victoria, Saint-Lambert 450.465.5671
Stationnement facile / Nouvelle propriétaire Nadia Boucher

D'une part, la Ville dit lutter contre le profilage racial. D'autre part, elle affronte devant les tribunaux des citoyens qui se disent victimes de pratiques policières discriminatoires.

Vous avez des droits nous pouvons vous aider

Yves Ménard
AVOCAT

Vieux-Montréal
514.861.0469

Sophie DOWNS

Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

Psychologue clinicienne
ADULTES • COUPLES
25 ANS D'EXPÉRIENCE

514-861-0630
VIEUX-MONTRÉAL

www.artisan-du-store.ca

Stores sur mesure

Bois ou PVC
Horizontaux Verticaux
couleurs et teintes à votre choix
OPAQUES ou SOLAIRES
• Toiles à rouleau
• Stores Romains
• Panneaux coulissants
• Perliennes

INSTALLATION GRATUITE

L'Artisan du Store
Service à domicile
GRATUIT

Fabriqué au Québec
Région de Montréal
514 231-8677
Laval et Rive-Nord
450 627-3716
Région de Trois-Rivières
819 696-8677
Région de Québec
418 654-8677

Décoration
Claude Bouchard
2362, Beaubien E,
Montréal (Qc)

Sismographe
CULTURES EN MUTATION

UN BLOGUE COLLECTIF
DES JOURNALISTES DU DEVOIR
CARNETSDUDEVOIR.COM

Grande vente de pianos
Rentrée des classes
DU 6 AOÛT AU 6 SEPTEMBRE

Jusqu'à **50%** de rabais

sur plus de 50 modèles de pianos acoustiques. Surveillez l'arrivée des pianos utilisés aux camps musicaux d'Orford et de Lanaudière. Détails en magasin. Offre spéciale de financement sur programme **YAMAHA**

Seulement chez Archambault 500, rue Sainte-Catherine Est, Montréal. INFORMATION: 514.360.1832

ARCHAMBAULT
Une compagnie de Quebecor Media

15 MAGASINS • Archambault.ca • 514.849.8589 • 1.877.849.8589
SERVICE AUX INSTITUTIONS ET ENTREPRISES • Archambault-sie.ca
LIBRAIRIES AGRÉÉES

ACTUALITÉS

Une ancienne fonctionnaire sous les verrous

Sylvie Gauthier est condamnée à 18 mois de prison pour avoir fraudé son ancien employeur, la RAMQ

Québec — Une ex-employée de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) qui avait fraudé son ancien employeur pour 125 000 \$ a été condamnée, vendredi matin, au palais de justice de Québec, à une peine de 18 mois d'emprisonnement avec sursis et au remboursement de 10 000 \$.

Sylvie Gauthier, une résidente de Fossambault-sur-le-Lac, dans la région de Québec, travaillait comme agente de bureau au service de recouvrement de la RAMQ. Elle a profité de son poste pour s'approprier des sommes d'argent destinées à son employeur. Les différentes fraudes se sont déroulées entre le 1^{er} juin 2003 et le 1^{er} juin 2005. Chargée de recevoir des chèques, des mandats-poste et des traites bancaires, elle a modifié à son nom un total de 27 chèques.

Le juge Rémi Bouchard, de la Cour du Québec, a suivi l'opinion de la défense qui réclamait une peine à purger dans la communauté. La Couronne demandait, de son côté, un emprisonnement ferme de 15 à 18 mois.

Aux yeux du juge, l'aveu de culpabilité de Sylvie Gauthier, l'absence d'antécédents judiciaires, les remords exprimés, le faible risque de récidive et le fait qu'elle soit l'unique soutien de sa famille ont constitué autant de facteurs atténuants. La fraudeuse a désormais

12 mois pour déposer un chèque de 10 000 \$, libellé au nom du gouvernement du Québec, au greffe du tribunal. Au cours des six premiers mois de son sursis, elle devra être assignée à résidence 24 heures sur 24, sauf pour se rendre au travail, pour aider ses parents âgés les vendredis après-midi et pour se rendre à son lieu de culte les samedis après-midi.

Couvre-feu et thérapie

Durant les six mois qui suivront, Mme Gauthier devra respecter un couvre-feu entre 23h et 6h, sauf pour les besoins de son emploi.

La dame de 49 ans, qui s'est présentée devant le juge en compagnie de son mari, est tenue de suivre un programme de thérapie que son agent de surveillance lui recommandera. Une probation de deux ans lui a aussi été imposée.

A la RAMQ, on dit attendre de recevoir le texte du jugement avant de décider d'intenter ou non des poursuites au civil qui permettraient, peut-être, de récupérer une partie du pactole.

Sylvie Gauthier a trouvé un nouvel emploi après son congédiement de la RAMQ. Elle travaille désormais dans une résidence pour personnes âgées.

La Presse canadienne

Dis-moi ce qu'il y a dans ton bac, je te dirai qui tu es...

La psychologie pourrait arriver à dire pourquoi certains individus choisissent d'être écolos, alors que d'autres s'y refusent

ANNE-MARIE TOBIN

Toronto — La psychologie pourrait grandement contribuer à aider à comprendre pourquoi des personnes choisissent de devenir «écolo» ou, au contraire, d'ignorer la menace que représentent les changements climatiques.

Un rapport produit par un groupe de travail et présenté hier au congrès de l'American Psychological Association presse les psychologues à jouer un plus grand rôle pour limiter les effets des changements climatiques à l'échelle planétaire.

Janet Swim, professeure en psychologie à l'Université Pennsylvania State et présidente du groupe de travail, affirme qu'il faut examiner les raisons pour lesquelles des personnes ne tentent pas de comprendre ce qui les incite à agir.

Devant la crainte et la peur, certaines personnes réagissent par le déni, alors que d'autres choisissent la voie du militantisme social, a-t-elle argué au cours d'une entrevue avant la publication du rapport de plus de 200 pages. Unique membre canadien du groupe de travail, Robert Gifford, de l'Université de Victoria, a pour sa part évoqué de nombreuses raisons menant à l'inaction, dont le fait que lorsque l'incertitude plane, certaines personnes tendent à hésiter ou à ne rien faire.

«Les spécialistes de la science du climat a tant soit peu honnêtes prévoient toujours un intervalle de confiance quant à l'augmentation de la température ou



Journal de recyclage à Montréal. L'American Psychological Association presse les psychologues de se mêler au débat sur les changements climatiques en essayant de comprendre pourquoi des personnes prennent un virage vert que d'autres répugnent à prendre.

de la ligne temporelle, a-t-il expliqué. Alors, cette incertitude mène à une sorte d'inaction, certaines personnes se disent: "Je ne suis pas convaincu que cela va arriver maintenant".»

Selon M. Gifford, certaines des personnes qui nient les changements climatiques fondent leurs opinions sur cette incertitude.

L'inaction peut également être attribuable au fait que certains sont d'avis que leurs efforts individuels ne feront aucune différence, un peu comme

les citoyens qui ne daignent pas aller voter, a-t-il illustré.

Aussi, certaines personnes estiment que des efforts pour combattre les changements climatiques pourraient nuire à des choses ayant davantage d'importance dans leur vie comme leur santé, leur famille, leur maison ou leur emploi.

Certains ne veulent pas se soumettre aux volontés d'une autorité, a-t-il poursuivi, alors que d'autres ne font des efforts que pour la forme, comme du recyclage, par exemple, et pensent

qu'ils contribuent suffisamment.

Mais il y a aussi la comparaison sociale, a ajouté Robert Gifford. «Si je prends mon vélo pour aller travailler et que les autres ne le font pas, est-ce juste? s'est-il demandé. Ce n'est pas équitable que j'aie à faire un sacrifice lorsque mes collègues n'en font pas.»

«Ou encore: "Pourquoi devrais-je installer des panneaux solaires sur ma maison et dépenser de l'argent si personne d'autre ne le fait?"»

La Presse canadienne

Médicaments contrefaits

La GRC démantèle un réseau montréalais

La Gendarmerie royale du Canada (GRC) a démantelé un réseau de production de médicaments contrefaits dans les régions de Montréal et de Laval, jeudi matin.

Le sergent-major Noël St-Hilaire a indiqué, en conférence de presse hier matin à Montréal, que 9 suspects avaient été arrêtés lors de perquisitions dans 11 lieux, dont une ou deux boutiques érotiques des régions de Montréal et de Laval.

Les autorités policières ont saisi au-delà de 15 000 pilules contrefaites qui contenaient, selon les analyses de Santé Canada, des éléments actifs propres aux comprimés contre la dysfonction érectile.

Les policiers ont également découvert sur les lieux de la marijuana, quelques armes à

feu entreposées illégalement, ainsi que de petites quantités de stupéfiants.

Enquête en cours

Le sergent-major St-Hilaire a précisé que les individus arrêtés n'étaient pas liés au milieu du crime organisé selon la définition traditionnelle, qui fait référence aux réseaux des motards.

L'enquête est toujours en cours et est menée depuis un an et demi. Des accusations seront portées lorsque l'analyse de la preuve aura été complétée.

Les individus pourraient faire face à des accusations de fraude, de complot pour fraude, de contrefaçon d'une marque de commerce et de mise en circulation d'objets protégés par les droits d'auteur.

La Presse canadienne

RAPPORT

Les drogues illicites restent la vache à lait du crime organisé

Charlottetown — Un nouveau rapport indique que même si la fraude est en hausse au Canada, les drogues illicites demeurent le premier choix du crime organisé au pays.

Le rapport du Service canadien de renseignements criminels, rendu public vendredi à Charlottetown, conclut que l'importation de cocaïne est devenue un choix d'activité attirant pour les groupes de crime organisé, même si le Canada demeure l'un des premiers producteurs et exportateurs d'ecstasy.

Le commissaire à la GRC, William Elliott, a précisé vendredi qu'environ 750 groupes criminels sont actifs au Canada, un nombre légèrement moins élevé que l'an dernier.

Le rapport 2009 note par ailleurs que le vol d'identité est en voie de devenir un marché

lucratif pour le crime organisé. Et la fraude par cartes de crédit est particulièrement répandue dans les régions urbaines du Québec, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique.

Le commissaire Elliott a noté que la nouvelle technologie des cartes de crédit — qui sont maintenant dotées d'une puce et qui requièrent un numéro d'identification personnel — et d'autres mesures de sécurité utilisées par les banques permettront d'aider à remédier à la situation dans les années à venir.

Le chef de la police d'Edmonton, Mike Boyd, a souligné qu'il était crucial, dans la lutte contre le crime organisé, que le public soit plus vigilant pour dénoncer de présumées activités criminelles.

La Presse canadienne

EN BREF

Pas touche au logo de la Ville de Montréal

Un Montréalais souhaitant devenir le prochain maire de la Ville en novembre a dû revoir sa carte professionnelle cette semaine. Mercredi, le contentieux municipal a envoyé une mise en demeure à Michel Daoust pour lui signaler qu'utiliser le logo de la Ville de Montréal sans permission est illégal et peut entraîner une amende, en vertu de la Charte de la Ville de Montréal. L'homme de 49 ans, dont les promesses électorales comprennent l'ouverture des conventions collectives des services d'urgence montréalais et la création d'un comité de synchronisation des feux de circulation, a rapidement troqué le logo au bas de sa carte pour le symbole graphique du Sacré-Cœur. Ces trois dernières années, les procureurs de la Ville de Montréal ont recensé cinq cas d'utilisation illégale du logo noir et rouge. — Le Devoir

Attaquer Twitter pour réduire un blogueur au silence

San Francisco — La cyberattaque qui a paralysé le site de microblogues Twitter et qui a perturbé Facebook et Livejournal jeudi visait en fait à réduire au silence un blogueur progéorgien, a annoncé hier la société F-Secure, spécialisée dans la sécurité sur Internet. Jeudi, le service de Twitter avait été rendu inaccessible à ses millions d'utilisateurs pendant plus de deux heures. Selon Mikko Hyppönen, chercheur chez F-Secure, les attaques de «déné de service», qui consistent à paralyser un site en saturant les connexions à partir d'ordinateurs infectés de programmes malveillants, visaient un blogueur baptisé «Cyxymu» qui dévoilait ouvertement ses sympathies pour la Géorgie. «À notre avis, il y a de très fortes chances pour que les cybercriminels qui sont derrière cette attaque soient des nationalistes russes qui voulaient réduire au silence un adversaire trop visible», a avancé M. Hyppönen. Biz Stone, le cofondateur de Twitter, a reconnu la connotation «géopolitique des attaques subies» par son site dans un courriel à l'AFP. — Agence France-Presse

n° 1 au Canada

DE MONTRÉAL À QUÉBEC

Descendez le fleuve... Remontez l'histoire!

Les 12, 18, 26 août & 9 septembre & 12 octobre

159\$

par personne + taxes

Tarif incluant la croisière, une collation matinale, le dîner et le retour en autocar de luxe

Programme d'une journée inoubliable!

- Croisière guidée
Animation à bord (récits historiques et culturels, rallye, atelier de cartes marines...)
Collation matinale et dîner complet
- Embarquement: Quais du Vieux Port de Montréal à 7h
- Départ de Montréal: 8h
- Arrivée à Québec: 17h 30
- Temps libre dans le Vieux-Québec
Suggestions d'activités: Moulin à images, Cirque du Soleil - Les Chemins invisibles, Bodies L'exposition
- Plusieurs départs de Québec en autocar de luxe: de 22h à 23h

Nouveau

Forfaits 2 jours:
Croisière de Montréal à Québec, nuitée à Québec et retour à Montréal en train.

Forfait Fairmont Le Château Frontenac

259\$

par personne + taxes
occ. double selon disponibilité

Forfait Hilton Québec

239\$

par personne + taxes
occ. double selon disponibilité

1 877 692.1159 Réservation en ligne croisieresaml.com

LE MONDE

La mort du chef des talibans pakistansis semble se confirmer

Si elle était confirmée, la mort de Baïtullah Mehsud serait un succès de taille pour Washington et Islamabad. Au moment d'aller sous presse, les deux capitales demeuraient prudentes dans leurs commentaires.

Islamabad — Le principal chef des talibans pakistansis, Baïtullah Mehsud, a probablement été tué cette semaine par un tir de missile américain dans son fief des zones tribales du nord-ouest, ont annoncé hier le gouvernement pakistansis et plusieurs responsables de sécurité.

Un des commandants des talibans, Kafayat Ullah, a confirmé à l'agence Associated Press la nouvelle du décès Meshud.

La mort du leader tribal constituerait une victoire importante dans le combat mené par Islamabad et son allié américain contre les talibans du nord-ouest, responsables de nombreux attentats sanglants à travers le pays.

Les autorités se disaient vendredi après-midi quasiment certaine que Mehsud avait été tué cette semaine dans son bastion du Waziristan du Sud, tout en soulignant qu'il fallait attendre les résultats des enquêtes sur le terrain.

«D'après mes renseignements, cette information est correcte, a déclaré à la presse le ministre des Affaires étrangères, Shah Mahmood Qureshi. Mais pour en être sûr à 100 %, nous devons vérifier sur le terrain.»

«Des informations indiquant qu'il est mort nous parviennent, avait déclaré dans la matinée son collègue l'Intérieur, Rehman Malik. Mais je suis incapable de [le] confirmer tant que je n'ai pas de preuves solides.»

À Washington, la Maison-Blanche ne pouvait elle non plus confirmer la mort de Mehsud, mais soulignait qu'un nombre grandissant de sources crédibles indiquaient qu'il avait été tué, selon son porte-parole, Robert Gibbs.

Selon plusieurs responsables pakistansis et habitants du Waziristan du Sud, Baïtullah Mehsud serait mort mercredi dans l'attaque d'un drone américain qui avait coûté la vie à sa seconde femme.

Agé d'environ 35 ans, Baïtullah Mehsud était devenu ces dernières années l'ennemi public n°1 au Pakistan en raison des nombreux attentats attribués au TTP, dont celui qui a tué l'ex-premier ministre Benazir Bhutto en décembre 2007. Le TTP a revendiqué une partie de ces attentats suicides, qui ont coûté la vie à près de 2000 personnes depuis deux ans.

Washington a offert une récompense de cinq millions de dollars pour la capture du chef taliban, mort ou vif, et Islamabad 615 000 dollars.

Mais l'armée pakistansise, déjà engagée militairement contre d'autres talibans du nord-ouest à



Mehsud en mai 2008

juin l'émissaire américain pour le Pakistan et l'Afghanistan, Richard Holbrooke, en soulignant que son élimination était devenue un objectif stratégique pour Washington.

L'état s'est depuis resserré sur le chef du TTP, à mesure que des drones américains bombardaient son fief, tuant plus de 150 de ses hommes dont une bonne partie de sa garde rapprochée, selon des responsables pakistansis. Dans le même temps, les attentats suicide, encore nombreux au Pakistan jusqu'à la fin juin, ont quasiment cessé depuis.

Agence France-Presse

Tournée africaine

Clinton veut travailler pour un «Zimbabwe libre»

Pretoria — Les États-Unis et l'Afrique du Sud travaillent ensemble pour «un Zimbabwe libre», a affirmé hier à Pretoria la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton, marquant un tournant dans les relations des deux pays après des années de dissension sur le sujet. «Nous travaillons ensemble pour que se réalise la vision d'un Zimbabwe prospère, libre et démocratique», a déclaré Clinton, qui effectue sa première tournée sur le continent africain depuis la mise en place en janvier de l'administration de Barack Obama.

«Nous allons nous consulter étroitement pour définir la façon de répondre à une situation très difficile pour l'Afrique du Sud et pour les États-Unis, mais aussi surtout pour le peuple du Zimbabwe», a-t-elle ajouté lors d'une conférence de presse avec son homologue sud-africain Maite Nkoana-Mashabane.

Ces déclarations semblent signaler l'ouverture d'un nouveau chapitre dans les relations entre Pretoria et Washington, deux pays où des élections ont récemment porté au pouvoir de nouvelles équipes.

Durant ces dernières années, des dissensions étaient apparues sur le dossier zimbabwéen, l'ex-président Thabo Mbeki (1999-2008) étant perçu par Washington comme trop conciliant envers le vieux chef d'État zimbabwéen Robert Mugabe. D'autres désaccords ont porté sur l'invasion américaine en Irak et la lutte contre le sida, alors que l'Afrique du Sud est le pays au monde le plus infecté par ce virus avec près de six millions de malades.

«Nous voulons qu'ils [le gouvernement d'union zimbabwéen] accélèrent la mise en oeuvre de l'accord» de partage du pouvoir signé en septembre 2008 par le président Mugabe, réélu en juin lors d'un scrutin controversé, et son principal opposant Morgan Tsvangirai, a ajouté Mme Clinton.

Les pays occidentaux sont très critiques depuis des années du régime Mugabe, dont le pays est plongé dans une crise économique sans précédent. En dépit de l'entrée en fonction d'un gouvernement d'union nationale en février, dirigé par Tsvangirai, les violences politiques se poursuivent dans le pays.

Après son entretien avec son homologue sud-africain, Mme Clinton a rendu visite au premier président noir de l'Afrique du Sud, Nelson Mandela (1994-1999).

Lors de leur rencontre à Johannesburg, elle a pu consulter des copies de lettres écrites en prison par le héros de la lutte anti-apartheid. «Cela m'inspire une admiration encore plus grande pour son travail et une affection encore plus grande pour l'homme» qu'il est, a déclaré Mme Clinton avant de se rendre dans une clinique où sont soignés des malades du sida.

«Il faut rattraper le temps perdu» dans la lutte contre le sida, a estimé Clinton, qui a affirmé avoir eu une «discussion très franche» avec le ministre sud-africain de la Santé, Aaron Motsoaledi.

Sous la présidence Mbeki, les autorités sud-africaines s'étaient en effet attirées les foudres notamment de Washington en remettant en cause le lien entre HIV et sida.

Au programme de samedi, Hillary Clinton rencontrera le président sud-africain Jacob Zuma, avant de s'envoler le lendemain pour l'Angola.

Agence France-Presse

Nouvelle série d'attentats en Irak

Mossoul — Au moins 45 personnes ont été tuées et 300 blessées dans une série d'attentats hier en Irak, la plupart contre la communauté chiite, menaçant le fragile équilibre d'un pays qui sort de deux années de guerre confessionnelle.

À Mossoul, à 370 km au nord de Bagdad, un kamikaze a fait exploser sa voiture piégée près d'une mosquée chiite, tuant 37 personnes et en blessant 276 autres, selon un dernier bilan fourni par le gouverneur de la province de Ninive, dont le chef-lieu est Mossoul, Athel al-Nijafi. L'attentat a eu lieu au moment où des fidèles quittaient la mosquée turcomane chiite Tchelio Khané après la prière du vendredi pour se rendre à une cérémonie de condoleances dans une salle attenante, a précisé la police.

Deuxième ville d'Irak avec 1,6 million d'habitants, Mossoul compte une majorité de sunnites et une grosse minorité kurde et chrétienne, ainsi qu'une communauté turcomane. Il s'agit de l'attentat le plus sanglant dans la région de Mossoul depuis l'explosion de deux voitures piégées le 8 juillet (12 morts et 30 blessés).

Dans la soirée à Bagdad, trois policiers et trois civils ont péri et 30 personnes ont été blessées par une bombe qui a explosé au passage d'une patrouille de police sur un marché de Khadra, un quartier mixte, selon une source du ministère de l'Intérieur. Le retour de centaines de milliers de chiites d'un pèlerinage dans la ville sainte de Kerbala, au sud de Bagdad, a également été marqué par des attaques qui ont fait quatre morts et une vingtaine de blessés.

Agence France-Presse

GABON

Heurts entre policiers et adversaires de Bongo fils

Libreville — Des affrontements violents ont opposé hier à Libreville plusieurs milliers de manifestants aux forces de l'ordre après la dispersion d'un rassemblement interdit par les autorités gabonaises, faisant plusieurs blessés, a constaté un journaliste de l'AFP.

Ces heurts ont éclaté après la dispersion par les forces de l'ordre d'un rassemblement de plusieurs centaines d'opposants qui demandaient la démission du gouvernement du ministre de la Défense Ali Ben Bongo, fils du défunt président Omar Bongo et candidat à la présidentielle du 30 août.

Les policiers ont fait usage de gaz lacrymogènes contre les manifestants qui ont répliqué par des jets de projectiles, a constaté le journaliste de l'AFP.

Plusieurs milliers de personnes ont alors rejoint les opposants pour affronter les forces de l'ordre qui ont continué les tirs de gaz lacrymogènes.

Plusieurs blessés ont été dénombrés par le journaliste de l'AFP, mais aucun bilan précis n'était disponible de source indépendante.

Jeudi, une coalition d'une dizaine de candidats à la présidentielle avait annoncé pour hier une marche afin de demander la démission de Bongo. Les autorités ont déclaré jeudi soir que cette marche était interdite.

Les affrontements entre manifestants et policiers ont cessé avec le retrait des forces de l'ordre.

Entre 5 et 6.000 personnes sont restées sur les lieux des heurts, scandant des slogans hostiles à Bongo. «Ali démission», «Ali dictateur», pouvait-on entendre. «On veut le changement», le «Gabon n'est pas une monarchie», ont lancé aussi les manifestants.

Plusieurs candidats à la présiden-

tielle - les opposants Pierre Mamboundou, Zacharie Myboto, Jules Aristide Bourdès Ogoouguendé, Luc Bengono Nsi, les indépendants André Mba Obame, Bruno Ben Moubamba, Casimir Oyé Mba et Anna Claudine Ayo Assayi ainsi que Paul Mba Abessole, en lice pour un parti de la majorité - ont rejoint les manifestants, a constaté l'AFP.

Suivis par leurs partisans, les candidats ont lancé la marche qu'ils avaient initialement prévue et parcouru quatre kilomètres avant d'être à nouveau stoppés vers 13h30 (12h30 GMT) par la gendarmerie et la police au rond-point de la Démocratie, où ils sont restés rassemblés. Environ 10.000 personnes ont pris part à ce mouvement, selon des estimations de l'AFP.

«Faux débat»

Depuis plusieurs semaines, la présence au gouvernement de deux ministres candidats, Pierre-Claver Maganga Moussavou (Enseignement technique) et Ali Ben Bongo est très critiquée par les 21 autres candidats, de nombreux hommes politiques et membres de la société civile.

Le Parti démocratique gabonais (PDG, au pouvoir) a répondu fin juillet qu'«aucune disposition ne disqualifie les candidats à l'élection présidentielle pour siéger au gouvernement», estimant que les demandes de démission étaient «un faux débat».

Jeudi, Maganga Moussavou a cependant annoncé sa démission du gouvernement pour se «consacrer à la campagne» électorale.

Vingt-trois candidats sont en lice pour la présidentielle, scrutin à tour unique.

Agence France-Presse



Le président géorgien Mikhail Saakachvili a participé à une cérémonie d'hommage aux victimes du conflit hier à Tbilissi.

Conflit russo-géorgien

Un anniversaire commémoré dans un climat tendu

JIM HEINTZ

Tbilissi — Dans un climat toujours tendu, la Géorgie et la province sécessionniste d'Ossétie du Sud, soutenue par Moscou, ont commémoré hier le premier anniversaire du conflit de cinq jours qui les a opposées du 7 au 12 août 2008.

La guerre éclair entre l'armée géorgienne et, de l'autre côté, les forces d'Ossétie du Sud soutenues par les chars et soldats russes s'est soldée par la mort d'au moins 390 personnes, des dizaines de milliers de déplacés, la déclaration unilatérale d'indépendance de l'Ossétie du Sud — reconnue uniquement par Moscou — et une animosité persistante entre les dirigeants des deux camps.

Hier, une minute de silence a été observée et les cloches ont retenti en Géorgie. À Tbilissi, la capitale, la principale avenue, Rustaveli Prospekt, a été fermée à la circulation à l'occasion d'une exposition de photographies sur l'occupation de la Géorgie à l'époque soviétique.

«Envahisseurs»

Le président géorgien Mikhail Saakachvili a participé à une cérémonie d'hommage dans la ville, avant de prononcer plus tard un discours à Gori. Dans cette cité de 50 000 habitants située à 80 km à l'ouest de Tbilissi, lourdement bombardée de par sa position stratégique sur la route de la capitale, plusieurs centaines de personnes ont formé un drapeau humain sur les ruines d'une forteresse médiévale détruite, avant de faire une chaîne humaine dans les rues de la ville.

Lors de son discours, le président Saakachvili a dénoncé les «envahisseurs» russes. «Notre avenir ne s'écrit pas dans une capitale

[Moscou] hostile, lointaine, froide. Nous voulons battre les envahisseurs, pas par une autre guerre. Évidemment non. Nous voulons les battre en renforçant pacifiquement nos institutions démocratiques, en développant constamment notre économie, en se rapprochant de l'Union européenne», a-t-il déclaré.

Depuis Moscou, le président russe Dimitri Medvedev a défendu sa décision d'aller jusqu'à la guerre avec le voisin géorgien. «A chaque fois que je me rappelle ces événements, je rembobine la cassette, comme ils disent, et je me rends compte que, d'une part, nous n'avons pas d'autre choix», a-t-il déclaré dans un communiqué.

Le dirigeant de l'Ossétie du Sud, Edouard Kokoity, a, lui, accusé les forces géorgiennes d'avoir massacré des civils alors qu'ils rebrous-saient chemin après avoir attaqué la capitale de la province, Tskhinvali.

«Le refus de la Géorgie et de ses soutiens occidentaux de reconnaître l'existence même de ce massacre prouve l'échec moral des dirigeants responsables de la guerre de l'année dernière», a-t-il affirmé dans un communiqué, accusant Mikhail Saakachvili et les responsables militaires géorgiens d'avoir «pris la décision délibérée et horrible de tuer des innocents».

La fin du conflit en août 2008 n'a pas permis un apaisement des relations entre Tbilissi et l'Ossétie du Sud, où sont stationnés plusieurs milliers de soldats russes, et les tensions ont encore grimpé d'un cran au cours des dernières semaines. Les deux camps s'accusent mutuellement d'attaques sporadiques à l'arme automatique, au mortier ou au lance-grenades le long de leur «frontière» officielle.

Associated Press

EN BREF

Arrestation du nouveau chef des Tigres tamouls

Colombo — Le nouveau chef des rebelles srilankais de l'organisation des Tigres de libération de l'Elam tamoul (LTTE), vaincus par l'armée en mai, a été arrêté, a indiqué hier le ministère de la Défense confirmant des informations de presse. Selvarasa Pathmanathan, plus connu sous ses initiales K.P. a été interpellé et «se trouve désormais aux mains des autorités srilankaises», a indiqué le ministère dans un communiqué, sans préciser le lieu ni les circonstances de l'arrestation. Le porte-parole de l'armée srilankaise, le général Udaya Nanayakkara a précisé que K.P., arrêté à l'étranger, se trouvait au Sri Lanka et était interrogé. — AFP

L'ONU exige des «engagements forts» sur le climat

Paris — Le traité sur le climat risque la paralysie si les pays riches ne prennent pas d'«engagements forts» à Copenhague sur les réductions d'émissions de CO₂ d'ici 2020, estime le plus haut responsable climat aux Nations unies avant une nouvelle session intermédiaire de négociations à Bonn, la semaine prochaine. L'absence de tels engagements «détruirait la raison d'être de la conférence de Copenhague», a déclaré Yvo de Boer, secrétaire exécutif de la Convention de l'ONU sur les changements climatiques. Les divergences persistent sur l'ampleur des réductions des émissions de gaz à effet de serre. — AFP

ACTUALITÉS

AVORTEMENT

SUITE DE LA PAGE 1

du Parti québécois et porte-parole de l'opposition officielle en matière de santé, Bernard Drainville, est d'avis que maintenir une telle exigence revient à limiter le droit à l'avortement. «*Et ce n'est pas ce qu'on veut*», a dit le député, qui a siégé à un comité parlementaire sur la loi 34. D'accord avec l'encaissement des cliniques privées, il trouve toutefois «*excessive*» l'obligation pour toutes les cliniques d'avortement de se doter d'un bloc opératoire. «*Jusqu'ici, les cliniques offraient un service d'avortement aux femmes qui semblaient sécuritaires sans avoir de bloc opératoire. Alors, pourquoi maintenant l'imposer?*», a demandé M. Drainville.

Pour sa part, le porte-parole adéquate en matière de santé, Eric Caire, répète qu'il a toujours été contre le carcan administratif imposé aux cliniques médicales, qui «*étouffe*» selon lui les médecins et rend impossible la gestion de ce type de cliniques. «*L'objectif du ministre Bolduc avec ce projet de loi est de détruire le réseau des CMS, car*

il a toujours été idéologiquement contre ce projet-là», a-t-il soutenu.

Pour l'heure, le ministère de la Santé défend les nouvelles normes imposées aux cliniques. Pour des raisons de sécurité et de qualité des services, il est tout à fait normal de demander aux cliniques de mettre à jour leurs pratiques, a indiqué une porte-parole du ministère à La Presse canadienne. Marie-Claude Gagnon a par ailleurs affirmé à Radio-Canada que les CLSC seront soumis aux mêmes exigences.

Normes inutiles

Les centres de santé des femmes partagent l'indignation des cabinets privés devant la lourdeur des normes imposées par Québec, bien au-delà de celles du Collège des médecins et de la National Abortion Federation. «*Nous sommes d'accord avec le principe de base d'imposer des normes pour la sécurité des femmes*», dit Nathalie Genois. Mais là où on a de la difficulté, c'est que plusieurs de ces normes sont inutiles pour assurer la sécurité, com-

me celle d'avoir un bloc opératoire. Ce n'est pas une opération à cœur ouvert, un avortement.»

La bataille des cliniques d'avortement sera donc déterminante pour les centres de santé des femmes, qui pratiquent bon an, mal an quelque 3000 avortements. «*On est très préoccupés*», de résumer Mme Genois.

Outre le centre montréalais, deux autres organismes communautaires offrent le service d'avortement, soit le Centre de santé des femmes de la Mauricie et la Clinique des femmes de l'Outaouais. Celle-ci est particulièrement importante: en Outaouais, les femmes n'ont accès à aucun avortement dans les services publics, soit six centres hospitaliers et cinq CLSC. Seul cet organisme communautaire offre le service.

Dans la foulée, le Conseil du statut de la femme est préoccupé par les conséquences sur l'accès à l'avortement. «*Nous nous inquiétons de l'accès à l'avortement en général. Il faut absolument que [la normalisation] soit réglée d'ici le 1^{er} octobre*

dans les deux ou trois autres cliniques privées. Il faudrait que les établissements publics offrent plus de services», a dit sa présidente, Christiane Pelchat, en entrevue avec *Le Devoir*.

Le Conseil du statut de la femme avait déjà averti le gouvernement des dérives potentielles et réelles du recours au privé. «*Cela démontre que de laisser au privé la responsabilité des services de santé qui doivent être offerts dans les services publics, cela crée de l'instabilité et j'ai peur pour la suite*».

L'Agence de santé publique de Montréal expliquera lundi son plan pour continuer à assurer l'accès à l'avortement à Montréal malgré la fin de ce service à la clinique L'Alternative, a précisé Chantal Huot, responsable des relations avec les médias.

Avec la collaboration de Lisa-Marie Gervais et de Caroline Montpetit
Le Devoir
Avec La Presse canadienne



Rafael Nadal s'est entraîné hier matin au stade Uniprix. Numéro 2 au classement de l'ATP et champion en titre de la coupe Rogers, qu'il a remportée l'an dernier à Toronto, l'Espagnol n'a pas joué depuis la fin du mois de mai en raison de tendinites aux deux genoux.

ROGERS

SUITE DE LA PAGE 1

répét à cette occasion, mais le désir d'amorcer sa préparation en vue de l'US Open, présenté début septembre à New York, l'a de toute évidence emporté. Federer compte déjà deux victoires en Grand Chelem cette année, ce qui a porté sa récolte en carrière à 15 et lui a permis de devancer Pete Sampras comme le meilleur de tous les temps dans ce domaine.

Federer, qui célèbre aujourd'hui même ses 28 ans, est arrivé à Montréal hier après-midi et s'est entraîné sur le court central du stade Uniprix en soirée, mais la véritable grosse nouvelle de la journée fut la publication de la première photo des parents tenant chacun dans leurs bras l'un des bébés, Charlene Riva et Myla Rose, sur Facebook. Le cliché, accompagné d'une mention que les fillettes «*vont bien*» et de remerciements pour les «*vœux chaleureux*» qu'ils ont reçus, a rapidement fait le tour du monde. (Notons au passage que le preneur aux livres britannique Ladbroke's offre une cote de 200 contre 1 sur le pari que les jumeaux gagneront un jour à Wimbledon en double.)

Federer a fait savoir sur son site Web que malgré l'arrivée des fillettes, il avait trouvé suffisamment de temps pour s'entraîner ces dernières semaines. «*C'est toujours étrange de ne pas jouer durant une longue période, cinq semaines cette fois-ci, mais je suis heureux de revenir à la compétition. Je me sens en forme et rempli d'énergie*», écrit-il. Son dernier match remonte à un mois, en finale à Wimbledon face à Andy Roddick.

On savait par ailleurs depuis quelques jours déjà que Rafael Nadal allait aussi faire sa rentrée à Montréal. Numéro 2 au classement de l'ATP et champion en titre de la coupe Rogers, qu'il a remportée l'an dernier à Toronto, l'Espagnol n'a pas joué depuis sa défaite face au Suédois Robin Soderling au quatrième tour des Internationaux de France à Roland-Garros à la fin du mois de mai. Des tendinites aux deux genoux l'ont forcé à déclarer forfait à Wimbledon. Et s'il ne veut pas en parler publiquement, on raconte qu'il a été très perturbé il y a quelques semaines par l'annonce que ses parents étaient en instance de divorce.

Evidemment, une finale opposant Federer à Nadal serait rêvée — tous ceux qui y ont assisté n'oublieront jamais le match d'anthologie auquel ils s'étaient livrés à Wimbledon en 2008, Nadal l'em-

portant 6-4, 6-4, 6-7, 6-7, 9-7 en un peu moins de cinq heures —, mais la commande est lourde. Les deux ne pourront manquer d'être un peu rouillés, Federer aura peut-être la tête un peu ailleurs, et Nadal doit d'abord retrouver la forme optimale, lui qui lorgne également vers l'US Open pour sauver une saison difficile malgré une victoire aux Internationaux d'Australie en janvier. «*Pour être honnête, je ne sais pas si je suis à 100 %*», déclarait-il cette semaine à la chaîne Eurosport.

De la compétition

Et puis, ils n'auront pas précisément devant eux des pieds de cèleri. Les 13 meneurs au classement de l'ATP et 18 des 20 premières raquettes mondiales seront de la partie, seuls l'Argentin David Nalbandian et l'Américain Mardy Fish manquant à l'appel. Le Serbe Novak Djokovic, dernier gagnant masculin à Montréal en 2007, où il avait vaincu successivement les trois meilleurs joueurs au monde, est de retour à titre de quatrième tête de série.

Le calibre de jeu sera donc relevé, et il devrait y avoir beaucoup de monde pour le constater. Trois obstacles se dressaient devant la coupe Rogers: absence possible de gros noms, climat économique difficile et été maussade, mais le directeur du tournoi, Eugène Lapiere, confiait cette semaine que la vente de billets allait bon train et qu'un nouveau record d'affluence, comme on en établit pratiquement chaque année, était tout à fait envisageable.

Par ailleurs, le tirage au sort du tableau principal avait lieu hier après-midi et le hasard n'a pas été tendre pour les Canadiens inscrits. Le meilleur joueur au pays, Frank Dancevic de Niagara Falls, 111^e au monde, affrontera dès le premier tour le Français Gilles Simon, 9^e au classement de l'ATP. Simon est d'ailleurs, avec Jo-Wilfried Tsonga (7^e) et Gaël Monfils (13^e), l'un des trois Français classés têtes de série qui en seront à leur première présence à Montréal.

Pour sa part, Frédéric Niemeyer, de Deauville, qui a annoncé sa retraite prochaine, trouvera en face de lui Roger Federer s'il accède au deuxième tour. Les deux autres Canadiens en lice, Peter Polansky et Bruno Agostinelli, croiseront le fer au premier tour.

Du gros tennis en perspective.

Le Devoir

PROFILAGE

«*Il y a un décalage entre la politique du SPVM, qui veut éliminer le profilage racial, et les actions posées sur le terrain*»

SUITE DE LA PAGE 1

américaines, selon le Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales, les discriminations et les pratiques alternatives de citoyenneté (CREMIS).

Et pourtant! Saint-Michel est un modèle de réussite. Les patrouilleurs y sont «*plus sociaux*» qu'ailleurs, reconnaît le jeune Vincent, un abonné du club de boxe L'Espoir, cofondé par le policier Evens Guercy. C'est le résultat du leadership exercé par le commandant du poste de quartier, Fady Dagher, et d'une poignée d'agents tels que Charles Dubois, qui ont compris la futilité de la répression tous azimuts.

En dépit de ces progrès, Harry Delva, responsable des projets jeunesse à la Maison d'Haïti, dans Saint-Michel, reste pessimiste. «*Dans ce service, c'est comme si la main gauche ignorait ce que fait la main droite*», dit-il. Il y a un décalage entre la politique du SPVM, qui veut éliminer le profilage racial, et les actions posées sur le terrain. [...] Cette façon de faire risque de nous redonner Montréal-Nord à d'autres endroits, parce que les gens sont fatigués d'avoir l'étiquette «*gang de rue*» parce qu'ils sont noirs.»

Un mal connu

Au Centre de recherche action en relations raciales (CRARR), Fo Niemi reçoit de 30 à 40 plaintes pour discrimination et profilage racial concernant des policiers chaque année. Pour lui, le portrait est clair. Certains policiers harcèlent, intimident et arrêtent les gens de couleur de façon abusive et injustifiée.

Aucun policier de Montréal n'a été déclaré responsable de profilage racial devant les tribunaux. C'est la principale carte invoquée par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) pour minimiser l'ampleur du problème. Le SPVM fait l'objet de 80 plaintes pour discrimination raciale, soit devant la Commission des droits de la personne, soit en fonction du Code de déontologie policière. Mais depuis que le service s'est doté d'une politique sur le profilage racial et illicite, en 2004, aucune plainte n'a abouti à une décision qui condamnerait le SPVM.

Emerson Douyon en connaît un bout sur cette délicate question. Détenteur d'un doctorat en psychologie et professeur retraité de l'Université de Montréal, il fait partie du comité expert du SPVM sur le profilage racial et illicite, et il siège toujours à la Commission des droits de la personne. «*Oui, on a raison de s'inquiéter du profilage racial, parce que ça augmente, ça devient de plus en plus grave et ça affecte non seulement les Noirs, mais d'autres minorités. Il y a un problème qui a accéléré depuis les attentats du 11 septembre 2001, et il ne se limite pas seulement à la police*», affirme M. Douyon.

Sur une mince glace

La police de Montréal compte 4600 policiers qui effectuent un million d'interventions par année, dans une métropole métissée où le quart des habitants revendiquent des origines autres que québécoises. Un contexte pas facile pour des jeunes patrouilleurs — près du cinquième de l'effectif a moins de quatre ans d'expérience. Blancs et francophones en majorité, ce sont eux qui subissent un choc d'intégration au contact de la mosaïque montréalaise.

«*Je vous le dis sincèrement, je suis convaincu que la majorité des membres du personnel travaillent dans le respect des politiques et des procédures*», affirme Daniel Rousseau, inspecteur-chef à la section des stratégies d'action avec la communauté au SPVM. S'il y en a [des cas de profilage racial], c'est une minorité d'interventions, et c'est le rôle du service d'intervenir pour apporter des correctifs. Le profilage racial et illicite, c'est tolérance zéro chez nous.»

Depuis 2006, les policiers suivent une forma-

tion pour déterminer et éliminer les «*comportements inattendus*», un terme empreint de rectitude que l'on substitue à celui de profilage racial au SPVM. A ce jour, 92 % des effectifs ont reçu une formation d'un jour sur cette délicate question. Un système de veille est en place pour détecter les comportements fautifs. Un comité directeur (interne) et un comité expert (externe) sur le profilage racial ont été mis sur pied. Aucun autre corps policier au pays n'en fait autant pour endiguer le profilage racial, affirme Daniel Rousseau.

La différence entre le profilage criminel et le profilage racial est subtile. Les policiers marchent sur une glace bien mince, surtout dans le contexte d'une intervention d'urgence, tenaillés par une peur qui ne s'avoue pas. En résumé, le profilage criminel est légal; c'est une méthode d'enquête fondée sur l'utilisation de preuves objectives, et non de stéréotypes, de préjugés ou de mythes. À l'inverse, le profilage qui se fonde exclusivement sur la race, la couleur, l'origine ethnique ou tout autre trait, sans motif réel ou soupçon raisonnable, est interdit.

Dans le passage du profilage criminel au profilage racial, on retrouve un enchevêtrement de stéréotypes, de préjugés et parfois même du racisme, estime Emerson Douyon. La peur de l'autre compte pour beaucoup. Contrairement aux prétentions de la police, M. Douyon et plusieurs sources interrogées par *Le Devoir* croient qu'il s'agit d'un «*problème systémique*», et non de gestes isolés de la part de policiers fautifs.

M. Douyon attribue le problème à la culture policière qui se développe dès la formation collégiale et qui est renforcée au contact des patrouilleurs plus expérimentés. C'est le «*nous contre eux*», «*les paramilitaires contre les civils*», observe-t-il. «*Déjà, ça augure mal à l'égard de ceux qui ne font pas partie de cette institution. De là à trouver un bouc émissaire chez les jeunes des minorités, il n'y a qu'un pas*».

Une source qui connaît le SPVM comme le fond de sa poche mais qui ne peut commenter publiquement le dossier confirme l'existence de cette culture chez les policiers, qui se considèrent d'abord et avant tout comme «*des combattants du crime*». «*Il y a chez eux un manque de formation, d'expérience et d'éveil à la diversité qui est flagrant*», estime cette source.

Un lien social fragilisé

Dans une étude récente intitulée «*Les communautés noires nous parlent de la violence*», Laurence Tichit et Mylène Jaccoud ont sondé l'âme de quelque 80 participants sur une foule de sujets, dont le profilage racial. Le «*trop-plein*» de présence et d'interventions de la police auprès des jeunes produit des effets durables: ressentiment, impression de surveillance accrue, entrave à la liberté de mouvement. «*Ces événements ne sont pas des cas isolés*», concluent les auteurs.

La police comprend trop bien les effets pervers du profilage et s'est engagée dans «*un travail à long terme*» pour changer les valeurs, les attitudes et les comportements des policiers, assure Daniel Rousseau au SPVM. A terme, c'est l'image du service, le lien de confiance avec la population et la légitimité de ses interventions dans les quartiers chauds qui sont menacés par l'émergence d'un vif sentiment d'humiliation et d'aliénation, prélude aux révoltes comme celle de Montréal-Nord l'an dernier.

Le profilage racial est une composante essentielle de ce malaise plus grand qui englobe aussi la pauvreté, le chômage et l'exclusion sociale. Une rupture du contrat social? Emerson Douyon a bien peur que ce soit le cas. «*A force d'être considérés comme des corps étrangers, ces jeunes finissent par se dire Américains, Haïtiens, Africains. Ils se disent tout ce que vous voulez, sauf Québécois*».

Le Devoir

Rectificatif

Une erreur s'est glissée dans l'article «*Barcelone fait la fête au cirque québécois*» paru dans notre édition du jeudi 6 août. Contrairement à

ce qui était indiqué, Mme Danièle LeNoble est responsable du volet arts de la rue du Festival international de jazz de Montréal et des FrancoFolies, non pas du festival Juste pour rire. Nos excuses.

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390